

Vidéo 1 : L'action collective. Qu'est-ce que l'action collective et son poids dans la lutte contre la corruption ?

Aperçu de la 3ème Conférence du Centre International de l'Action Collective : « De l'évolution à la révolution ». Novembre 2018

Tourné à la Conférence 2018 du Centre international d'Action Collective. La conférence a été organisée par le Basel Institute on Governance avec le soutien de Siemens Integrity Initiative, KPMG et Hughes, Hubbard & Reed. Visitez www.collective-action.com

Transcription

Mark Pieth, Président du Conseil d'administration, Basel Institute on Governance : L'action collective a germé des 30 dernières années que nous avons passées à faire appliquer la loi et à faire en sorte que cela fonctionne. Nous avons en quelque sorte oublié qu'il fallait plus de créativité pour y parvenir. Et c'est là qu'arrive l'action collective. A l'origine, l'action collective était un regroupement d'entreprises essayant de définir des règles similaires, de les mettre en œuvre et de les faire respecter. Avec le temps, c'est devenu plus complexe, nous avons essayé d'impliquer des États et la société civile.

Définition de la Banque mondiale de l'action collective anticorruption : « Un processus de collaboration et de coopération soutenue entre les intervenants... »

Robert Klitgaard, Professor, Claremont Graduate University : Il y a tellement de domaines politiques qui exigent différentes compétences: celles du gouvernement, celles des entreprises, celles de la société civile. De plus en plus, nous avons des partenariats qui produisent des routes, des écoles et toutes sortes de choses, mais les partenariats eux-mêmes peuvent être sujets à la corruption. Nous devons donc utiliser les idées et les compétences du groupement d'entreprises, c'est-à-dire comprendre comment ces systèmes fonctionnent et impactent réellement les affaires. Alors on leur pose la question. Et puis la société civile voit ce qui se passe sur les routes, dans les cliniques et les écoles - nous devons donc les consulter. Et ensuite, se baser sur ces informations pour poser un diagnostic et trouver des solutions pour progresser.

...Elle augmente l'impact et la crédibilité de l'action individuelle... (Définition de la Banque mondiale de l'action collective anticorruption)

Soji Apampa, PDG, Convention on Business Integrity : Pour moi, l'action collective permet aux entreprises de faire ce qu'aucune d'entre elles ne pourrait faire seule. Peut-être à cause du dilemme du prisonnier ou

d'autres raisons. Mais l'action collective permet de solutionner certains aspects cruciaux que vous ne pouviez pas résoudre seul.

...rassemble les acteurs individuels vulnérables dans une alliance entre organisations aux objectifs similaires...

Susanne Friedrich, Directrice, Alliance for Integrity : Nous pensons que l'action collective est le seul moyen de s'attaquer à la corruption dans un contexte de corruption endémique, parce que nous pensons qu'un seul acteur n'est pas en mesure de résoudre le problème et qu'il est donc important de réunir les différents intervenants. Nous devons les réunir et les sortir de leurs silos, parce que nous avons remarqué que secteur privé et secteur public travaillent souvent à la lutte contre la corruption, mais séparément. Si on considère la grande majorité des PME dans les pays en développement, il s'agit d'une tâche énorme qui ne peut être accomplie que par différents acteurs pour aider efficacement les PME à promouvoir l'intégrité et à mettre en œuvre des programmes de conformité au niveau des entreprises.

...et égalise les chances entre concurrents. »

Hentie Dirker, Chef de l'intégrité, SNC Lavalin : Je pense que SNC Lavalin a réalisé que se conformer aux réglementations habituelles n'est pas suffisant. Nous avons décidé d'aller plus loin afin de nous démarquer et d'avoir une démarche durable pour l'entreprise. Nous avons donc pris du recul et élaboré une stratégie de sensibilisation. Cette stratégie de sensibilisation vise à trouver des façons de nous engager dans toutes les régions où nous exerçons nos activités, afin d'obtenir la meilleure valeur pour notre entreprise, mais aussi d'essayer d'uniformiser les règles du jeu dans les régions où nous exerçons nos activités.

Lisa Miller, Chef, Integrity Compliance Office, Groupe de la Banque mondiale : Pour que les règles du jeu soient équitables, il faut que tous les acteurs concernés respectent les mêmes règles. Et c'est là que l'action collective intervient.

Lorsqu'ils agissent conjointement, les entreprises, la société civile et le secteur public peuvent lutter plus efficacement contre la corruption. Pour en savoir plus, consultez le B20 Collective Action Hub. www.collective-action.com